

Un truc de riche ?

Les écolos : ils aiment la planète, mais aiment-ils les pauvres ?

Par Franck Dedieu, Louis Hausalter, Hadrien Mathoux et Soazig Quémener

Publié le 02/07/2020 à 17:07

Dans un contexte de forte abstention, un vote plutôt jeune, très diplômé et souvent aisé a permis la prise de 7 villes de plus de 100.000 habitants par des maires verts. Ces derniers pousseront-ils des mesures sociales en même temps que leurs politiques environnementales ? En réaction à leur élection, Emmanuel Macron tente de verdir sa politique.

Cet article est à retrouver dans **le magazine n°1216 en kiosques cette semaine "Pourquoi les juges cognent"**, disponible en ligne pour seulement 1,99 euros.

Une « vague verte » ? Une « déferlante écolo » ? Comme souvent, l'analyse détaillée de cette élection livre des enseignements plus complexes que les formules martelées dans les commentaires à chaud. Certes, en emportant Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Tours ou Besançon, les Verts - souvent alliés à la gauche - ont frappé un grand coup dimanche. Mais un zoom arrière montre que l'on est loin d'un séisme politique, surtout si l'on tient compte

de l'abstention record (58%). Après tout, les Verts ne se sont emparés que de 7 villes sur les 42 comptant plus de 100.000 habitants. Et si l'on examine les 454 communes de plus de 20.000 habitants, on s'aperçoit que seules 12 ont un maire écologiste, d'après les calculs du *Figaro*.

Autrement dit, la vague verte est un phénomène électoral qui se cantonne essentiellement aux métropoles. Et encore, à la condition d'une sociologie favorable. Faisons un détour par le Sud-Ouest pour l'illustrer. À Bordeaux la bourgeoise, le candidat écolo a fait trébucher la droite, qui tenait solidement la mairie depuis la Libération. Mais chez la rivale Toulouse, ville plus populaire et industrielle, le maire sortant de droite a conservé son poste malgré l'union de la gauche et des écologistes au second tour.

PETITE BOURGEOISIE

« *Le vote écolo a une sociologie. Pour être clair, c'est la petite bourgeoisie. C'est particulièrement net à Paris* », estime le sondeur Jérôme Sainte-Marie, qui voit ces électeurs dans un entre-deux au milieu du duel Macron-Le Pen : « *Ce sont des gens qui formulent une critique sociale modérée et sont attachés à la dépense publique. Ils ne veulent pas du libéralisme à la Macron, mais leurs aspirations ne se confondent pas avec celles des couches populaires.* » On n'a d'ailleurs pas vu ces électeurs se bousculer pour appuyer les revendications sociales des « gilets jaunes ».

Après la percée verte des dernières élections européennes, il y a un an, les études du scrutin dessinaient déjà ces caractéristiques. Plus l'on monte sur l'échelle des diplômes, plus le vote écolo est élevé, particulièrement chez les cadres et les professions libérales. Le profil type de l'électeur EELV ? Une femme, trentenaire urbaine active, diplômée et relativement aisée.

HIATUS TERRITORIAL

À l'inverse, à l'écart des grands pôles métropolitains, la minorité de citoyens qui s'est déplacée a voté pour les partis traditionnels. Dans cette France des villes moyennes, parfois guettée par le déclassement, la droite reste la principale force politique. Les Républicains et leurs alliés ont conquis Metz, Colmar, Auxerre, Montélimar, Briançon, Forcalquier, Bron, Orléans ou encore Lorient. Et la droite a conservé Mulhouse, Saint-Étienne, Limoges, Montargis, Chalon-sur-Saône, Calais ou Meaux. Le PS aussi a conforté ses positions dans des villes comme Villeurbanne, Dijon ou Le Mans, tout en faisant

basculer Bourges, Chambéry, Saint-Brieuc ou Périgueux. La carte électorale dessine donc un hiatus territorial et social : le vote écolo émane d'une population urbaine et intégrée aux circuits de la mondialisation, pas des couches populaires et moins connectées.

Mais que vont changer ces nouveaux maires écolos ? Alors que la droite se plaît à agiter la menace de « *pastèques* », dont la mince pellicule verte cacherait une dangereuse radicalité « *rouge* », d'autres craignent au contraire une écologie politique pour urbains aisés, dépourvue d'ambition sociale. Où se situe la vérité ? Un peu entre les deux, dans les programmes des candidats EELV vainqueurs. Les priorités de ces néomaires sont, et c'est logique, environnementales, et tous mettent le paquet sur le renforcement des transports publics, la construction de pistes cyclables, la végétalisation des centres-villes, voire la « *déclaration de l'état d'urgence climatique* »...

Le sociétal est omniprésent, généralement placé devant la justice sociale dans les projets municipaux EELV. Tous les écolos rivalisent de propositions pour rendre leurs villes « *plus inclusives* » : Grégory Doucet, à Lyon, promet ainsi la mise en place d'un « *budget sensible au genre* » ainsi que la « *valorisation de la culture non dominante, de la mémoire et des cultures des migrations* ».

Ville	Candidat en tête	Couleur politique	Score en % des inscrits
Paris	Anne HIDALGO (PS)		17
Marseille	Michèle RUBIROLA		13,13
Lyon	Grégory DOUCET (EELV)		19,06
Toulouse	Jean-Luc MOUDENC (LR)		22,78
Nice	Christian ESTROSI (LR)		15,79
Nantes	Johanna ROLLAND (PS)		17,86
Montpellier	Michaël DELAFOSSE (PS)		15,64
Bordeaux	Pierre HURMIC (EELV)		17,51
Strasbourg	Jeanne BARSEGHIAN (EELV)		15,03
Lille	Martine AUBRY (PS)		12,36

Maire écolo Maire PS Alliance gauche/écologie Maire LR

Sources : calculs "Marianne" d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Mais les Verts victorieux ne négligent pas pour autant la dimension de solidarité, et notamment dans le secteur du logement. Ainsi, à Lyon, Bordeaux et Grenoble, on promet d'avancer vers l'encadrement des loyers, tandis que la nouvelle maire de Strasbourg souhaite « *instaurer un moratoire sur les expulsions locatives* » et que celui de Tours veut aider les ménages modestes grâce au « *bail réel et solidaire* ». Lyon et Besançon s'engagent sur des

constructions de logements sociaux. Certaines mesures sont ambitieuses : à Bordeaux, le nouvel édile Pierre Hurmic propose une « *tarification des services publics en fonction des revenus et pouvant aller jusqu'à la gratuité* », un revenu minimum pour les jeunes est promis à Lyon et à Besançon, Éric Piolle prévoit d'offrir un chèque d'alimentation sur critères sociaux, versé en monnaie locale grenobloise. En résumé, même si le mandat de maire n'est pas le plus adapté pour mener une action forte sur ce terrain, accuser les nouveaux édiles verts d'indifférence envers les plus modestes relève à ce stade du procès d'intention.

FORMATION VERTE

Seront-ils des opposants frontaux à Emmanuel Macron ? « *Il ne s'agit pas de tirer de conséquences excessives de scrutins qui sont d'abord locaux* », a commenté lundi soir le chef de l'État, avant de réciter son nouveau catéchisme : « *L'ambition climatique ne doit pas dépendre ni être en réaction à quelque cycle électoral que ce soit. C'est une nécessité pour l'humanité, un devoir moral et une partie de notre souveraineté.* » Un an après le score surprise de la liste emmenée par Yannick Jadot aux européennes, les mêmes causes produisent pourtant les mêmes effets.

Au lendemain des municipales, Emmanuel Macron, qui pratique décidément l'écologie alternative, s'est une nouvelle fois remis en formation verte. Et les « 150 » de la « convention citoyenne pour le climat » ont été reçus, coronavirus oblige, dans les jardins de l'Élysée lundi matin, un très photogénique écrin de verdure. « *Il a posé notre vision de l'écologie. Ni productiviste ni décroissante mais appuyée sur les investissements et la responsabilisation. Cela montre bien notre différence avec Europe Écologie-Les Verts* », se réjouit un membre du gouvernement. « *En même temps, il peut bien dire ce qu'il veut, sans incarnation puissante à ses côtés, il n'y arrivera pas. L'écologie n'est pas dans son ADN* », soupire un écolo canal historique. Le président de la République a affirmé qu'il retiendrait 146 des 149 propositions de la convention. « *C'est très habile, il a enlevé les plus controversées, comme la réduction de la vitesse à 110 km/h sur les autoroutes ou la taxation sur les dividendes* », souffle un conseiller ministériel. Emmanuel Macron s'est contenté de brandir « *trois jokers* », mais dès le lendemain, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prenait ses distances avec deux autres mesures : l'interdiction de la publicité pour les SUV (véhicules utilitaires sportifs) et la baisse de la TVA sur les billets de train. « *On transmettra toutes les propositions au Parlement* », précise une secrétaire d'État. *Il y aura un projet de loi, mais ensuite il est tout à fait possible que ce ne soit pas exactement ce qui a été proposé qui soit voté.* »

BATAILLE DE CHIFFRES

Comme toujours en matière de politique publique, l'essentiel tiendra aux moyens sonnants et trébuchants pour donner consistance aux mesures votées. Et en matière d'environnement, malheureusement, tout se joue au nombre de zéros sur le chèque. S'en tenir aux pétitions de principes, légiférer pour produire des normes : cela transforme l'écologie en une machine à produire des inégalités. L'instauration de la taxe carbone, les péages aux entrées des grandes villes, les avantages fiscaux alloués au photovoltaïque, les bonus pour l'achat de voitures propres, toutes ces mesures estampillées « écolo » font surtout les affaires de cadres sup, de retraités généreusement pensionnés et donnent à l'écologie l'image d'un luxe inaccessible au plus grand nombre, voire d'une hypocrisie antisociale. « *Il faut de la dépense publique massive et ciblée. Ce qui suppose un radical changement de politique européenne* », prévient Alain Grandjean, président de la Fondation Nicolas Hulot. Et, vu la modestie des investissements proposés aux conventionnels, Emmanuel Macron ne semble -pour l'instant - pas prêt à une vraie conversion : il entend mettre sur la table 15 milliards sur deux ans.

« *Pour un vrai New Deal vert, il faudrait entre 40 et 70 milliards d'euros supplémentaires par an pendant une décennie* », estime Nicolas Dufrêne, directeur de l'Institut Rousseau. Encore une fois, derrière une bataille de chiffres se joue l'essentiel de la transition : contraindre les propriétaires à rénover leurs logements de manière globale d'ici à 2040 - comme le proposent les conventionnels - peut se transformer en un gouffre financier pour les plus modestes si l'État ne met pas la main à la poche. Si, au contraire, il prend en charge tout ou partie de cette obligation écologique, les classes moyennes - parfois logées dans des passoires thermiques -peuvent rapidement en percevoir les fruits. « *Rénover un bâtiment réduit la facture énergétique de 20 % par an au minimum* », poursuit Nicolas Dufrêne. Mieux. Le programme « Toits d'abord », mis en place par la Fondation Abbé Pierre et EDF, parvient à réduire jusqu'à 900 € par an la charge de chaque ménage pour une dépense de 10.000 € par logement. Sans parler des emplois à la clé : 15 chômeurs de moins par million investi, sur la foi des calculs de l'économiste Gaël Giraud. Le choix politique le plus important du quinquennat Macron tient peut-être dans le montant de cette enveloppe publique allouée à la transition écolo. Sur sa photo officielle, le président plastronne avec, à portée de main, *le Rouge et le Noir*, de Stendhal. Pour une deuxième pose photo, il lui reste à écrire « Le Rose et le Vert ».

> Surtout, ne parlons pas de nucléaire !

C'est l'éléphant au milieu de la pièce. Alors que les Verts s'emparent de grandes villes et que la préoccupation écologique est plus prégnante que jamais, le nucléaire reste le grand absent des débats ambiants. Les membres de la convention citoyenne sur le climat n'en ont pas dit un mot dans leurs conclusions, et Emmanuel Macron s'est bien gardé d'aborder le sujet en leur répondant. En fait, cela fait un certain temps que la classe politique dans son ensemble est incapable de dessiner un cap sur la question. Les écologistes traditionnels ont toujours combattu cette énergie, malgré le fait que les centrales nucléaires (70 % de l'électricité produite en France) n'émettent pas de gaz à effet de serre. Que l'on décide de conserver ou de fermer les réacteurs, les choix doivent être posés. Or, à part la confirmation de la fermeture de Fessenheim – qui a définitivement cessé son activité cette semaine –, Macron a préféré ne rien décider, renvoyant la construction de nouveaux réacteurs au prochain quinquennat. Pendant ce temps, ce qui était une filière d'excellence française part à la dérive, comme le montre le naufrage de l'EPR de Flamanville.

[LIRE AUSSI](#)**L'écologie mérite mieux que les écologistes**

Recommandé par

par **Louis Hausalter**

| @LouisHausalter

Journaliste politique

par **Soazig Quémener**

| @SoazQuem

Rédactrice en chef politique

#ÉCOLOGIE

Recommandé par

